

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

SUR SAISIE IMMOBILIERE

En un seul lot,

Une maison à usage d'habitation sise à VEMARS (95) 28 avenue des 10 Arpents cadastrée section AD numéro 264 lieudit « 28 avenue des 10 Arpents » pour 3 a 54 ca.

Plus amplement désigné ci-après.

Aux requête, poursuites et diligences de :

Le CREDIT LOGEMENT Société financière société anonyme au capital de 1.259.850.270 € ayant son siège social à PARIS 3ème 50 boulevard de Sébastopol immatriculée au RCS PARIS 302.493.275, agissant au nom et pour le compte de LE CREDIT LYONNAIS, SA immatriculée au RCS de Lyon 954.509.741 ayant son siège social à Lyon (69) 18 rue de la République et son siège central à ayant à VILLEJUIF (94) 20 avenue de Paris

Ayant pour avocat Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre Butin- Tél.: + 33 01 34 20 15 62 - Fax + 33 01 34 20 15 60.

Lequel est constitué à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU DE

La grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Alain PASQUIER, Notaire à LUZARCHES (Val d'Oise), en date du 1^{er} juillet 2011, contenant de deux prêts par le CREDIT LYONNAIS, à Monsieur Paul André MARCE et Madame Alexandra BRUGEL ci-après nommés d'un montant de 231.400 € au titre du prêt principal et de 18.600 € au titre du prêt à taux zéro, productif d'intérêts, enregistré.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié, a, suivant acte de la SCP PLOUCHART BARNIER, Huissier de Justice à LOUVRES, en date du 12 octobre 2016 et suivant acte de la SCP MICHON et ASSOCIES, Huissiers de Justice à BAGNOLET, en date du 26 octobre 2016 fait signifier commandement valant saisie immobilière

à :

Monsieur Paul André MARCE, Célibataire, de nationalité Française, né le 29/06/1965 à SCHOELCHER (Martinique), domicilié 19 Avenue des 10 Arpents - 95470 VEMARS

Madame Alexandra BRUGEL, Célibataire, de nationalité Française, née le 31/05/1982 à Villeparisis (77), domiciliée Chez Madame Anne-Marie BRUGEL 8 allée des Châtaigniers - 93390 CLICHY SOUS BOIS

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué sus dénommé et domicilié.

- la somme de 272.874,20 € au titre du prêt principal et 14.801,17 € au titre du prêt à taux 0 montant des sommes dues valeur au 18/08/2016 selon décomptes joints
- les intérêts postérieurs au 18/08/2016 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux de 4,40 % l'an au titre du prêt principal et de 0 % l'an au titre du prêt à taux 0

Les intérêts moratoires seront calculés au taux de 4,40 % l'an au titre du prêt principal et de 0 % l'an au titre du prêt à taux 0.

dus en vertu de l'acte notarié susvisé.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du Service de la Publicité Foncière de Saint Leu La Foret 2 pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de Saint Leu La Foret 2 en date du 30 novembre 2016 sous les références volume 2016 S numéro 148 et volume 2016 S numéro 149.

L'assignation à comparaître aux débiteurs a été délivrée pour l'audience d'orientation du 14 mars 2017 à 14 heures 00 par actes de la SCP PLOUCHART BARNIER, Huissiers de Justice à LOUVRES et de la SCP MICHON et ASSOCIES, Huissiers de Justice à BAGNOLET.

DECOMPTE DE CREANCE

Référence Dossier

Affaire n° : 201400204 - MARCE

Prêt n° : 201400204P01

Client

Référence :

Gestionnaire : LE CREDIT LYONNAIS - PARIS

Emprunteur

Nom : MARCE

Prénom : Paul

Nom marital :

En devise : EUR

Décompte de créance au 18/08/2016

	Date valeur	Montant	Principal	Interêts	Accessoires
échéance partielle Impayée du 01/11/13	01/11/2013	927,74	927,74	0,00	0,00
REPORT	01/11/2013		927,74	0,00	0,00
éch échues Imp du 01/12/13 au 01/03/14	01/03/2014	5.416,36	5.416,36	0,00	0,00
pénal éch Imp du 01/11/13 au 01/03/14	01/03/2014	2.712,63	0,00	0,00	2.712,63
REPORT	01/03/2014		6.344,10	0,00	2.712,63
Echéance echue Impayée	01/04/2014	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/04/2014	541,33	0,00	0,00	541,33
REPORT	01/04/2014		7.694,19	0,00	3.253,96
Echéance echue Impayée	01/05/2014	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/05/2014	540,13	0,00	0,00	540,13
REPORT	01/05/2014		9.052,28	0,00	3.794,09
Echéance echue impayée	01/06/2014	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/06/2014	538,93	0,00	0,00	538,93
REPORT	01/06/2014		10.406,37	0,00	4.333,02
Echéance echue impayée	01/07/2014	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/07/2014	537,73	0,00	0,00	537,73
REPORT	01/07/2014		11.760,46	0,00	4.870,75
Encasement chèque France EUR	17/07/2014	-1.000,00	-1.000,00	0,00	0,00
REPORT	17/07/2014		10.760,46	0,00	4.870,75
Echéance echue Impayée	01/08/2014	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/08/2014	536,51	0,00	0,00	536,51
REPORT	01/08/2014		12.114,55	0,00	5.407,26
Echéance echue Impayée	01/09/2014	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/09/2014	535,30	0,00	0,00	535,30

201400204P01

1

REPORT	01/09/2014					5.942,56
Echéance échue impayée	01/10/2014	1.354,09	13.468,64	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/10/2014	534,08	0,00	0,00	0,00	534,08
REPORT	01/10/2014					6.476,64
Encasement chèque France EUR	20/10/2014	-1.000,00	14.822,73	-1.000,00	0,00	0,00
REPORT	20/10/2014					6.476,64
Echéance échue impayée	01/11/2014	1.354,09	13.822,73	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/11/2014	532,85	0,00	0,00	0,00	532,85
REPORT	01/11/2014					7.009,49
Echéance échue impayée	01/12/2014	1.354,09	15.176,82	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/12/2014	531,63	0,00	0,00	0,00	531,63
REPORT	01/12/2014					7.541,12
Echéance échue impayée	01/01/2015	1.354,09	16.530,91	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/01/2015	530,39	0,00	0,00	0,00	530,39
REPORT	01/01/2015					8.071,51
Echéance échue impayée	01/02/2015	1.354,09	17.885,00	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/02/2015	529,15	0,00	0,00	0,00	529,15
REPORT	01/02/2015					8.600,66
Encasement chèque France EUR	05/02/2015	-1.000,00	19.239,09	-1.000,00	0,00	0,00
REPORT	05/02/2015					8.600,66
Echéance échue impayée	01/03/2015	1.354,09	18.239,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/03/2015	527,91	0,00	0,00	0,00	527,91
REPORT	01/03/2015					9.128,57
Encasement chèque France EUR	13/03/2015	-1.000,00	19.583,18	-1.000,00	0,00	0,00
REPORT	13/03/2015					9.128,57
Echéance échue impayée	01/04/2015	1.354,09	18.593,18	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/04/2015	526,66	0,00	0,00	0,00	526,66
REPORT	01/04/2015					9.655,23
Echéance échue impayée	01/05/2015	1.354,09	19.947,27	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/05/2015	525,41	0,00	0,00	0,00	525,41
REPORT	01/05/2015					10.180,64
Echéance échue impayée	01/06/2015	1.354,09	21.301,36	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/06/2015	524,16	0,00	0,00	0,00	524,16
REPORT	01/06/2015					10.704,80
Echéance échue impayée	01/07/2015	1.354,09	22.655,45	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/07/2015	522,90	0,00	0,00	0,00	522,90
REPORT	01/07/2015					11.227,70
Echéance échue impayée	01/08/2015	1.354,09	24.009,54	1.354,09	0,00	0,00

201400204P01

Majoration d'échéance	01/08/2015	521,63	0,00	0,00	521,63
REPORT	01/08/2015		25.363,63	0,00	11.749,33
Echéance échue Impayée	01/09/2015	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/09/2015	520,36	0,00	0,00	520,36
REPORT	01/09/2015		25.717,72	0,00	12.269,69
Echéance échue Impayée	01/10/2015	1.354,09	1.354,09	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/10/2015	519,09	0,00	0,00	519,09
Capital restant dû au 01.10.2015	01/10/2015	207.634,23	207.634,23	0,00	0,00
Indemnités d'exigibilité 7% CRD	01/10/2015	14.534,39	0,00	0,00	14.534,39
REPORT	01/10/2015		235.706,04	0,00	27.323,17
Intérêt 4,40 % sur 235.706,04	09/11/2015		0,00	1.136,56	0,00
du 01/10/2015 au 09/11/2015 soit 40 jours					
Frais Répétibles exonérés	10/11/2015	12,31	0,00	0,00	12,31
Frais Répétibles non exonérés	10/11/2015	392,00	0,00	0,00	392,00
Frais Répétibles exonérés	10/11/2015	17,36	0,00	0,00	17,36
Frais Répétibles non exonérés	10/11/2015	109,52	0,00	0,00	109,52
REPORT	10/11/2015		235.706,04	1.136,56	27.854,36
Intérêt 4,40 % sur 235.706,04	07/12/2015		0,00	795,59	0,00
du 10/11/2015 au 07/12/2015 soit 28 jours					
Frais Répétibles exonérés	08/12/2015	44,60	0,00	0,00	44,60
REPORT	08/12/2015		235.706,04	1.932,15	27.898,96
Intérêt 4,40 % sur 235.706,04	29/02/2016		0,00	2.386,77	0,00
du 08/12/2015 au 29/02/2016 soit 84 jours					
Frais Répétibles exonérés	01/03/2016	13,04	0,00	0,00	13,04
Frais Répétibles non exonérés	01/03/2016	106,88	0,00	0,00	106,88
REPORT	01/03/2016		235.706,04	4.318,92	28.018,98
Intérêt 4,40 % sur 235.706,04	17/08/2016		0,00	4.830,36	0,00
du 01/03/2016 au 17/08/2016 soit 170 jours					
REPORT			235.706,04	9.149,28	28.018,98
TOTAL		272.874,20			

Certifié sincère et conforme

Paris le 18/08/2016

Signature

DECOMPTE DE CREANCE

Référence Dossier

Affaire n° : 201400204 - MARCE

Prêt n° : 201400204P02

Client

Référence :

Gestionnaire : LE CREDIT LYONNAIS - PARIS

Emprunteur

Nom : MARCE

Prénom : Paul

Nom marital :

En devise : EUR

Décompte de créance au 18/08/2016

	Date valeur	Montant	Principal	Interêts	Accessoires
éch échues imp du 01/07/13 au 01/03/14	01/03/2014	1.795,32	1.795,32	0,00	0,00
Echéance échue impayée	01/04/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/04/2014	30,52	0,00	0,00	30,52
Echéance échue impayée	01/05/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/05/2014	30,03	0,00	0,00	30,03
Echéance échue impayée	01/06/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/06/2014	29,55	0,00	0,00	29,55
Echéance échue impayée	01/07/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/07/2014	29,06	0,00	0,00	29,06
Echéance échue impayée	01/08/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/08/2014	28,58	0,00	0,00	28,58
Echéance échue impayée	01/09/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/09/2014	28,09	0,00	0,00	28,09
Echéance échue impayée	01/10/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/10/2014	27,61	0,00	0,00	27,61
Echéance échue impayée	01/11/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/11/2014	27,13	0,00	0,00	27,13
Echéance échue impayée	01/12/2014	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/12/2014	26,64	0,00	0,00	26,64

201400204P02

1

Echéance échue impayée	01/01/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/01/2015	26,16	0,00	0,00	26,16
Echéance échue impayée	01/02/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/02/2015	25,67	0,00	0,00	25,67
Echéance échue impayée	01/03/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/03/2015	25,19	0,00	0,00	25,19
Echéance échue impayée	01/04/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/04/2015	24,70	0,00	0,00	24,70
Echéance échue impayée	01/05/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/05/2015	24,22	0,00	0,00	24,22
Echéance échue impayée	01/06/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/06/2015	23,73	0,00	0,00	23,73
Echéance échue impayée	01/07/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/07/2015	23,25	0,00	0,00	23,25
Echéance échue impayée	01/08/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/08/2015	22,77	0,00	0,00	22,77
Echéance échue impayée	01/09/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/09/2015	22,28	0,00	0,00	22,28
Echéance échue impayée	01/10/2015	199,48	199,48	0,00	0,00
Majoration d'échéance	01/10/2015	21,80	0,00	0,00	21,80
Capital restant dû au 01.10.2015	01/10/2015	8.718,75	8.718,75	0,00	0,00
REPORT					
TOTAL		14.301,17	14.304,19	0,00	496,98

Certifié sincère et conforme

Paris le 18/08/2016

Signature

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé.

COMMUNE DE VEMARS (VAL D'OISE)

Une maison à usage d'habitation sise 28 avenue des 10 Arpents cadastrée section AD numéro 264 lieudit « 28 avenue des 10 Arpents » pour 3 a 54 ca, comprenant au rez-de-chaussée : entrée, séjour, cuisine, arrière cuisine, une chambre, débarras et wc, à l'étage : palier, trois chambres, salle de bains, wc, d'une superficie de 102,07 m², jardin, atelier et garage.

ayant fait l'objet d'un procès-verbal de description et d'occupation établi par la SCP PLOUCHART BARNIER, Huissiers de Justice à LOUVRES en date du 21 novembre 2016 ci-après annexé,

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

EXPEDITION

SCP
Thierry PLOUCHART
Vincent BARNIER
Huissiers de Justice Associés
25, Rue Paul Bruel
95380 LOUVRES
Tel : 01 34 72 60 60
Fax : 01 34 72 68 18
CCP PARIS N° 626251 N
Email : etude.plouchart@wanadoo.fr



PROCÈS-VERBAL DE CONSTAT DE DESCRIPTION

L'AN DEUX MILLE SEIZE

LE VINGT ET UN NOVEMBRE

REFERENCE ETUDE N° 50160220 CREDIT LOGEMENT / MARCE Paul – BRUGEL Alexandra PVD ACTES00 Tiers
--

À LA DEMANDE DE :

LE CRÉDIT LOGEMENT, Société Financière, Société Anonyme, dont le siège social est 50, Boulevard de Sébastopol à PARIS (75003), agissant au nom et pour le compte de LE CRÉDIT LYONNAIS et agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

Pour qui domicile est élu au Cabinet de Maître Paul BUISSON, Avocat, 29, Rue Pierre Butin à PONTOISE (95300), ainsi qu'en mon Étude.

Je, Thierry PLOUCHART, Huissier de Justice Associé au sein de la Société Civile Professionnelle Thierry PLOUCHART & Vincent BARNIER, titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice près le Tribunal de Grande Instance de Pontoise, demeurant, 25, Rue Docteur Paul Bruel à LOUVRES (95380), soussigné,

Acte soumis à la taxe

Me suis rendu ce jour 28, Avenue de 10 Arpents à VÉMARS (95470), à l'effet de procéder aux constatations suivantes, étant au préalable précisé :

- Que selon acte reçu le 1^{er} Juillet 2011 par Maître Alain PASQUIER, Notaire à LUZARCHES (Val-d'Oise), prêts furent consentis par le LCL, au droit duquel se trouve aujourd'hui la Société CRÉDIT LOGEMENT, au profit de Monsieur Paul MARCE et Madame Alexandra BRUGEL,
- Qu'à la garantie de ces prêts, affectation hypothécaire fut consentie sur le bien, dont la désignation est la suivante, soit :

COMMUNE DE VÉMARS (VAL-D'OISE)

Une maison à usage d'habitation sise 28, avenue des 10 Arpents, cadastrée section AD numéro 264, lieudit « 28, avenue des 10 Arpents », pour 3 a 54 ca, comprenant : au rez-de-chaussée : entrée, W.C., celliers, salon-séjour, buanderie, une chambre, cuisine équipée, à l'étage : dégagement, trois chambres, salle de bains, W.C. ; et garage.

- Qu'en raison du non-paiement des échéances, la requérante entend poursuivre la saisie immobilière de ces biens,
- Qu'elle a donc le plus grand intérêt à ce que la description de ces biens, édifiés ou en cours d'édification, soit effectuée et qu'elle me requiert d'y procéder.

Déférant à cette réquisition, j'ai, en vertu des articles R 322-1 et L 322-2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, procédé aux constatations suivantes en présence de deux témoins majeurs, Messieurs Pascal GOUGEON et Georges SALEM, de Monsieur Nicolas MENOUD, Serrurier requis de la SARL CLES EN MAINS, de Madame Sigrid HEIL, Diagnostiqueur du Cabinet DAPP EXPERT, dont le siège social est 6, Rue du Gué à MONTHYON (77122), ainsi qu'en présence de Monsieur Gabriel AILIESEI, occupant des lieux, soit :

DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE
ARRONDISSEMENT DE SARCELLES
CANTON DE GOUSSAINVILLE
COMMUNE DE VÉMARS (95470)
28, AVENUE DES 10 ARPENTS

UNE MAISON A USAGE D'HABITATION, COUVERTE EN
SHINGLE, JUMELÉE PAR LA DROITE ET LA GAUCHE,
COMPRENANT :

D REZ-DE-CHAUSSÉE DIVISE EN :

- Entrée avec penderie

- Pièce de séjour donnant par porte-fenêtre sur un petit auvent et sur le jardin arrière

- Cuisine donnant par porte-fenêtre sur jardin

- Arrière-cuisine à usage de pièce de rangement

- ☞ Une chambre avec porte-fenêtre donnant sur l'extérieur
- ☞ Un petit débarras aveugle
- ☞ W.C.
- ☞ Garage fermant par porte métallique relevante, et équipé d'une mezzanine de rangement accessible par un escalier en bois

II) PREMIER ÉTAGE DIVISÉ EN :

- ☞ Palier de distribution
- ☞ Trois chambres, dont deux partiellement sous pan de toiture et éclairées par un velux, et la troisième équipée d'une porte-fenêtre
- ☞ Salle de bains avec baignoire et lavabo
- ☞ W.C.

Eau, électricité, chauffage central au gaz.

Terrain sur l'avant fermé par une clôture grillagée et un portail doubles vantaux, et jardin d'agrément engazonné sur l'arrière, au fond duquel se trouve édifié une petite dépendance édifiée en maçonnerie et couvert en plaques ondulées, à usage d'atelier.

L'ensemble paraissant cadastré section AD numéro 264 pour une contenance totale de 3 ares et 54 centiares.

OCCUPATION DES LIEUX

Les lieux sont concédés à la location au profit de Monsieur Ovidiu Catalin CONDREA, locataire selon les clauses et conditions d'un contrat de location qui ne m'a pas été présenté.

Les lieux semblent être en fait, du chef du locataire en titre, occupés par 8 personnes dont les identités ne m'ont pas été communiquées.

ÉTAT D'ENTRETIEN ET D'AMÉNAGEMENT

D REZ-DE-CHAUSSÉE :

Entrée	Plaques de polystyrène collées au plafond Peinture murale Carrelage au sol
Pièce de séjour	Plaques de polystyrène collées au plafond Papier peint sur les murs Carrelage au sol

Cuisine et chambre	Peinture au plafond Papier peint sur les murs Carrelage au sol
Arrière-cuisine	Peinture sur plafond et murs Carrelage au sol
Débarras	Peinture sur plafond et murs Revêtement plastique au sol
WC	Plaques de polystyrène collées au plafond Peinture sur les murs Revêtement plastique au sol

II) PREMIER ÉTAGE :

Palier	Lambris PVC au plafond Papier peint mural Parquet au sol
Chambres 1 et 3	Peinture au plafond Papier peint sur les murs Parquet au sol
Chambre 2	Peinture au plafond Peinture et lambris de bois sur les murs Parquet au sol
Salle de bains	Lambris PVC au plafond Faïence murale Revêtement plastique au sol

W.C.

Plaques de polystyrène collées au
plafond
Papier peint et faïence murale
Carrelage au sol

De façon générale, la maison présente un intérieur en bon état d'usage et d'entretien, avec toutefois des revêtements de plafonds, murs et sols anciens et défraîchis.

À l'issue de ces constatations, Madame Sigrid HEIL, Diagnostiqueur du Cabinet DAPP EXPERT, a procédé au mesurage de la superficie des pièces de ce bien.

Et de tout ce qui précède, j'ai dressé le présent Procès-Verbal de Constat de Description pour servir et valoir ce que de droit, auquel se trouvent annexés un extrait de plan cadastral, le Certificat de Superficie dressé sur deux pages par le Cabinet DAPP EXPERT, et 14 clichés photographiques extérieurs et intérieurs pris par mes soins lors des présentes constatations.

COÛT : trois cent soixante dix sept euros et trente sept centimes.

Nombre de pages : 7 (+ annexes)
Taxe Trésor Public : 13,04 euros.

COÛT	
Set	7,67
Emol	220,94
Art 444-29	75,00
Tva	60,72
Taxe	13,04
Total	377,37



Département :
VAL D OISE
Commune :
VEMARS

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

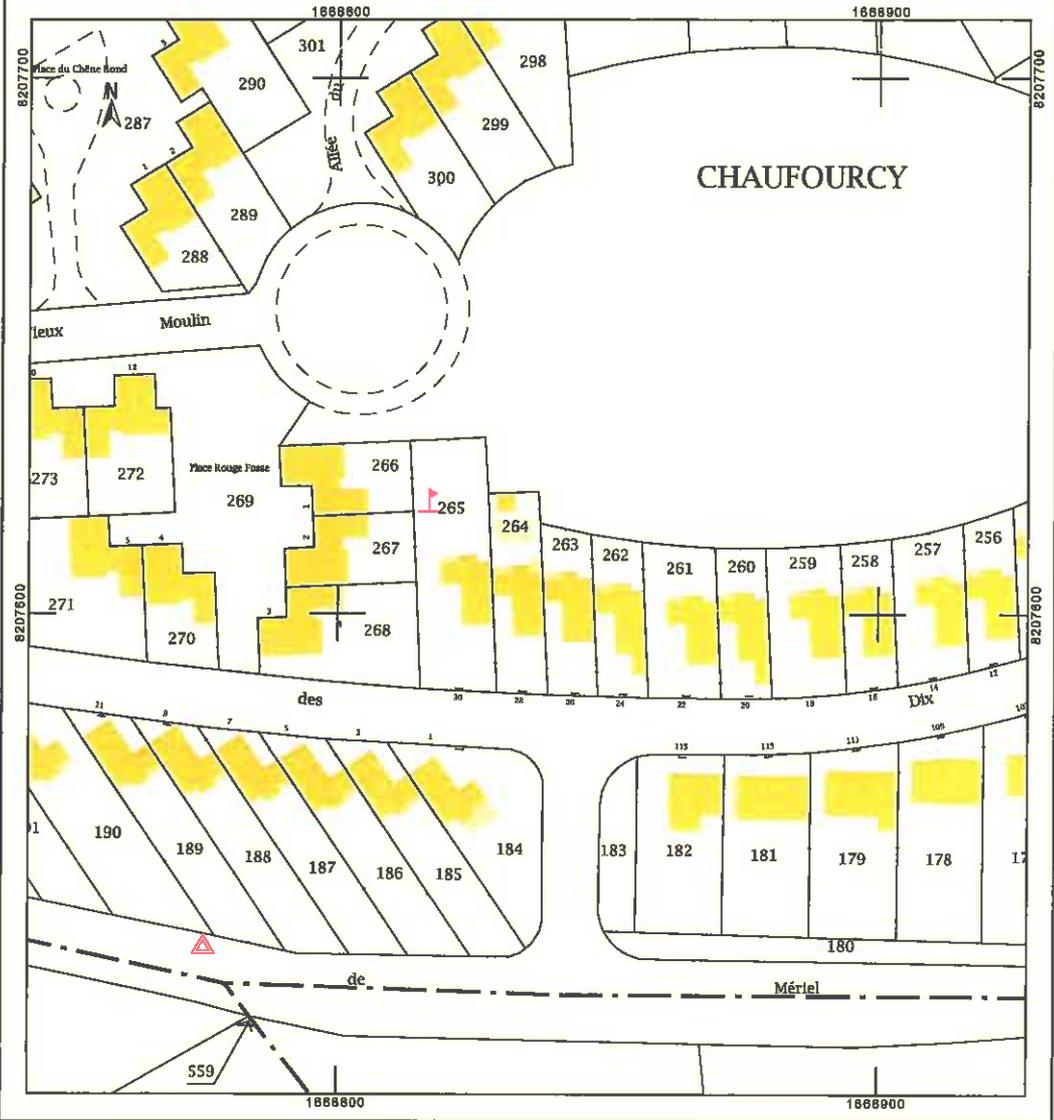
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
ERMONT Plaine de France
421 rue Jean Richépin 95125
95125 ERMONT Cedex
tél. 01.30.72.82.50 - fax
plgc.950.ermont@dgi.fr.finances.gouv.fr

Section : AD
Feuille : 000 AD 01
Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000
Date d'édition : 12/10/2016
(fuseau horaire de Paris)
Coordonnées en projection : RGF83CC49
©2016 Ministère des Finances et des Comptes publics

SCP
Thierry FLOUCHART - Vincent BARNIER
Huissiers de Justice Associés
Aurore SLA, Huissier de Justice
25, Rue Paul Bruel - 95380 LOUVRES
TÉL : 01 34 72 60 60

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Certificat de superficie de la partie privative et de surface habitable

Numéro de dossier : MARCE366
Date du repérage : 21/11/2016

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habitabilité du logement.

Extrait de l'Article 4-1 - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

Extrait Art.4-2 - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

Désignation du ou des bâtiments <i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : Val-d'Oise Adresse : 28, Avenue des 10 Arpents Commune : 95470 VÉMARS Désignation et situation du ou des lots de copropriété : Lot numéro Non communiqué,	Désignation du propriétaire <i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : .. Mr et Mme MARCE - BRUGEL Adresse : 28, Avenue des 10 Arpents 95470 VÉMARS
Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) Nom et prénom : SCP PLOUCHART BARNIER Adresse : 25 RUE PAUL BRUEL 95380 LOUVRES	Repérage Périmètre de repérage :
Désignation de l'opérateur de diagnostic Nom et prénom : HEIL Sigrid Raison sociale et nom de l'entreprise : DAPP Adresse : 6 RUE DU GUE 77122 MONTHYON Numéro SIRET : 808849897 Désignation de la compagnie d'assurance : ... ALLIANZ Numéro de police et date de validité : 54712571 / 14/01/2017	
Superficie privative en m² du lot Surface loi Carrez totale : 96.30 m² (quatre-vingt-seize mètres carrés trente) Surface habitable totale : 102.07 m² (cent deux mètres carrés zéro sept) Surface au sol totale : 122.54 m² (cent vingt-deux mètres carrés cinquante-quatre)	

Résultat du repérage

Date du repérage : **21/11/2016**
 Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
Néant
 Représentant du propriétaire (accompagnateur) :
Aucun accompagnateur

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâtis visités	Superficie privative au sens Carrez	Superficie habitable	Surface au sol	Motif de non prise en compte
Rez de chaussée - Entrée	7.03	7.03	7.03	
Placard	0.83	0.83	0.83	
Wc	1.16	1.16	1.16	
Dressing	1.58	1.58	1.58	
Séjour	28.46	28.46	28.46	
Cuisine	9.90	9.90	9.90	
Dégagement Chauffage	3.75	3.75	3.75	
Garage	-	-	14.36	
Chambre 1	8.46	8.46	8.46	
1er étage - Paller	5.94	5.94	5.94	
Chambre 2	6.88	8.82	8.82	
WC2	1.03	1.03	1.03	
Salle de bain	3.02	3.02	3.02	
Chambre 3	8.59	9.94	9.94	
Chambre 4	9.67	12.15	12.15	
Cabanon	-	-	6.09	

Superficie privative en m² du lot :

Surface loi Carrez totale : 96.30 m² (quatre-vingt-seize mètres carrés trente)
Surface habitable totale : 102.07 m² (cent deux mètres carrés zéro sept)
Surface au sol totale : 122.54 m² (cent vingt-deux mètres carrés cinquante-quatre)

Fait à **VÉMARS**, le **21/11/2016**

Par : **HEIL Sigrid**





11, Greenway, Street BARNET
Barnet, London N4 3DQ
Tel: 020 8441 1111
15, Greenway, Street BARNET
Tel: 0134 721 1111



Thierry PLOUCH / T.F. - Vincent BARNIER
Ratier & Justice Associés
Avenue M.A. - Tour de Justice
25, Rue de la Harpe - 75005 LOUVRES
Tél. : 01 34 92 60 60



Elaboro: elaboro@elaboro.com
Tel: +51 94 553 0000
Avenida 5700 - Surco
15 Ave De Tiro - 15000
Tel: +51 34 72 0000



Thierry POUCHARD - Vincent BARNIER
Etablissement de Juristes Associés
Avocats à la Cour, Huissiers de Justice
25, Rue Paul Bertel - 93300 LOUVRES
Tél. : 01 34 92 61 60



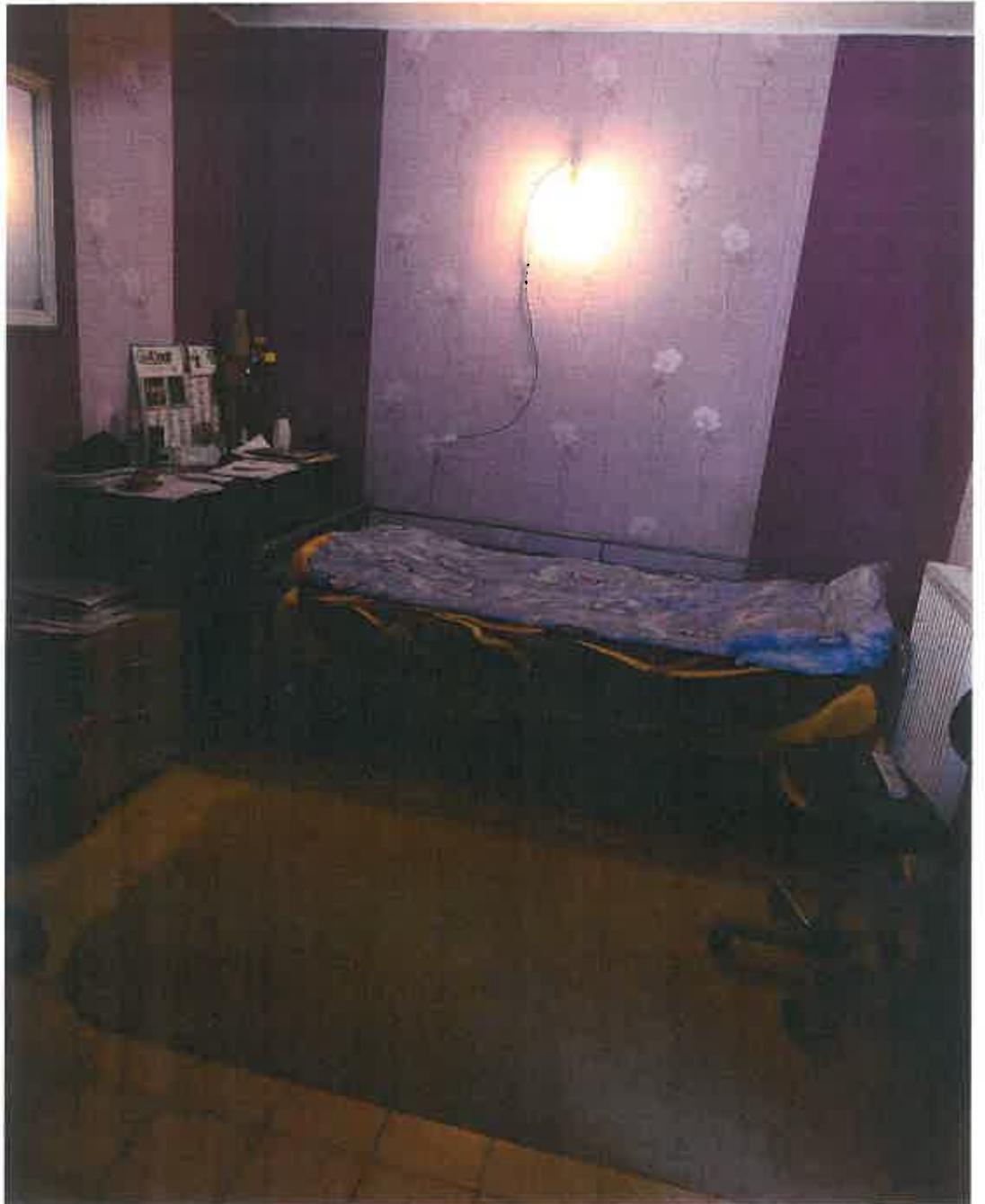
06 77
Tierry FLOUHAFF - Vincent BARNIER
Huissiers de Justice Associés
Anciens SIA, Huissiers de Justice
25, Rue de la République - 13001 FLOUHAFF
Tel : 01 34 72 60 60



19/07
Fabrice FLOUQUART - Vincent BARNE
Tribunal de Justice d'Orléans
Avenue d'Alsace - Orléans
25 Rue d'Alsace - 45000 Orléans
Tel. 02 38 52 90 00



0032
Tatary FLOUCHARC - Vincent BARNIER
Huissiers de Justice Associés
Avenue 227, 1160 - 1160 Jambes
25, Rue Paul Doust - 1150 - LOUVAIN
Tel. 01 44 77 66 00



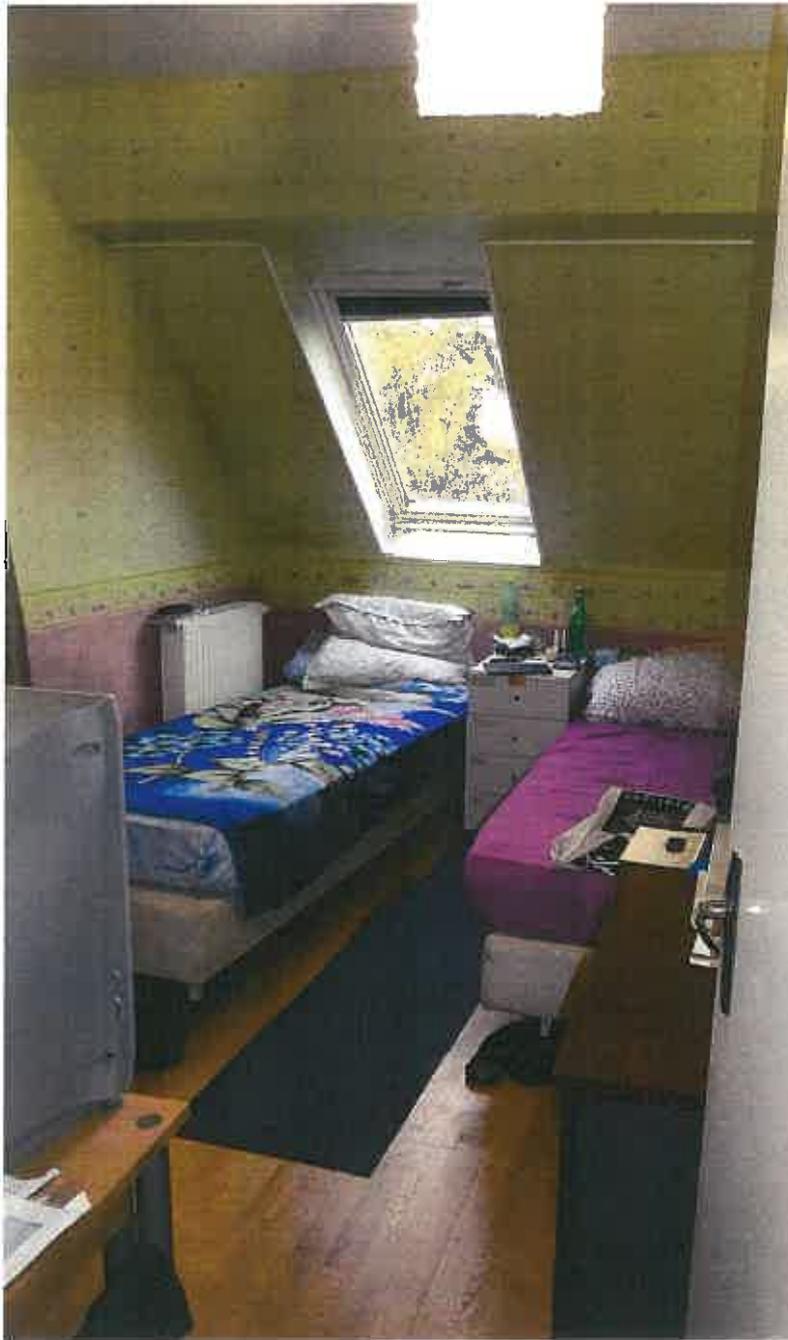
*Blorry PLOUCHANT - Vincent FARNIER
Huisiers de art et de l'écologie
Artiste et architecte d'intérieur
15 rue de la République 13001 Marseille



10/17/2014
10/17/2014
25. K...



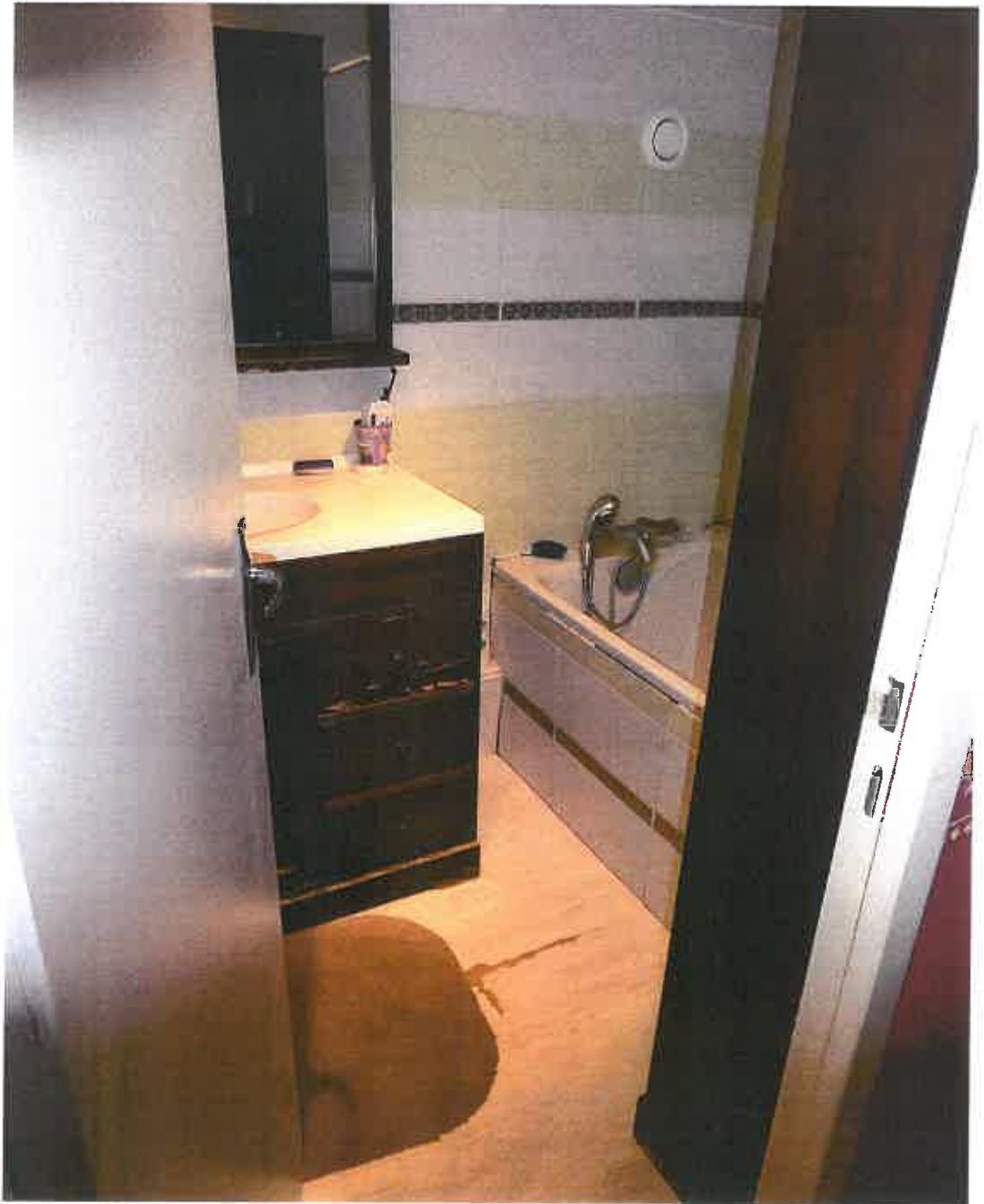
Terry BLOUGH and Vincent BARNETT
Plus de 100 ans de vieillesse
à la fois. Ils ont été mariés pendant
plus de 70 ans.



Cherry PIZUCCO - Vincent BAUMER
Hub Service Interiors - snc
Avenue 1571100
25, rue de la Gare
1000 Lausanne



Talmy MOUTON - Vincent PARNIER
Hôtel de la République
Avenue de la République
25, Roubaix, France - FLOUVRES
09 80 46 11 99



078
Thierry D'AMORAT - Vincent FARNIER
15, rue de la Justice, 42000
Styrie - 03 77 26 40 00
25, rue de la Justice, 42000
Styrie - 03 77 26 40 00

Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

ANNEE DE MAJ 2015 DEP DIR 95 0 COM 641 VERMARS ROLE A RELIÈVE DE PROPRIETE NUMERO COMMUNAL 900208

Propriétaire/Indivision MCKXTI MARCEPAUL ANDRE
 NO 12 RUE DU GENERAL DE GAULLE SAINT PIERRE 97250 ST PIERRE
 Propriétaire/Indivision MCKXTS BRUNCEL/ALEXANDRA
 CHEZ MADAME BRUGEL ANNE MARIE 8 ALL DES CHATAIGNIERS 93390 CLICHY SOUS BOIS

PROPRIETES BÂTIES

AN	SECTION	N	C	N°	DESIGNATION DES PROPRIETES	CODE	IDENTIFICATION DU LOCAL				EVALUATION DU LOCAL				TX	COEF																				
							BAT	ENT	NIV	N	N°INVAR	S	M	AF			NAT	CAT	REVENU	COLL	NAT	AN	AN	FRAC	%	TC										
12	AD	264			28 AV DES DIX ARRENTS	0855	A	01	00	01001	005638 N	A	C	H	MA	5																				
					R EXO																															
					REVIMPOSABLE																															
					2307 EUR																															
					COM																															
					R IMP																															
					2307 EUR																															
					COM																															
					R IMP																															
					2307 EUR																															

PROPRIETES NON BÂTIES

AN	SECTION	N	N	N	DESIGNATION DES PROPRIETES	CODE	IDENTIFICATION DU LOCAL				EVALUATION				LIVRE	FONCIER																						
							PARC	PEP	TAR	SUF	GRSS	CLASSE	NAT	CONTE			REVENU	COLL	NAT	AN	AN	FRAC	%	TC														
13	AD	264			28 AV DES DIX ARRENTS	0035																																
					R EXO																																	
					REVIMPOSABLE																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	
					0 EUR																																	
					COM																																	
					R IMP																																	

ORIGINE DE PROPRIETE

Lesdits biens appartenant à Monsieur Paul André MARCE et Madame Alexandra BRUGEL suivant acte en date du 1^{er} juillet 2011 publié le 6 juillet 2011 sous la référence volume 2011 P numéro 3733 pour l'avoir acquis de Monsieur Mohamed RIDA né le 11 avril 1975 à NANTERRE (92) et de Madame Hélène Georgina MARAIS née le 18 avril 1971 à VILLENEUVE LA GARENNE (92).

SAISIE IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R. 322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près le Tribunal devant lequel la vente est poursuivie, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains du séquestre désigné, après le jugement constatant la vente. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuites, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1^o du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1^{er} RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

47 000,00 € - quarante-sept mille euros

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 · Fax 01 34 20 15 60
Touche 6

Vente MARCE / BRUGEL
Audience d'Orientation 14 mars 2017

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AUX DEBITEURS

L'an deux mille dix-sept, le vingt-six Janvier,

par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE, a comparu, Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29, rue Pierre Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'assignation délivrée aux débiteurs afin de comparaître à l'audience d'orientation délivrée par acte de la SCP PLOUCHART BARNIER, Huissiers de Justice à LOUVRES et de la SCP MICHON et ASSOCIES, Huissiers de Justice à BAGNOLET, en date du 23 janvier 2017,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 · Fax 01 34 20 15 60
Toque 6

SCP
Thierry PLOUCHART
Vincent BARNIER
Huissiers de Justice Associés
Aurore SIA, Huissier de Justice
25, Rue Paul Brual - 95380 LOUVRES
Tél. : 01 34 72 60 80

Expédition

**ASSIGNATION DU DEBITEUR A
COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DEVANT LE JUGE DE
L'EXECUTION DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE PONTOISE**

L'an deux mille dix-sept, le **VINGT TROIS JANVIER**

A la requête de :

Le **CREDIT LOGEMENT** Société financière société anonyme au capital de 1.259.850.270 € ayant son siège social à PARIS 3ème 50 boulevard de Sébastopol immatriculée au RCS PARIS 302.493.275, agissant au nom et pour le compte de **LE CREDIT LYONNAIS, SA** immatriculée au RCS de Lyon 954.509.741 ayant son siège social à Lyon (69) 18 rue de la République et son siège central à ayant à **VILLEJUIF (94) 20 avenue de Paris,**

Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux audit siège.

Elsant domicile chez Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre Butin, lequel est constitué et occupera sur les poursuites d'expropriation devant le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE et ses suites,

J'ai

Mons. Thierry PLOUCHART et Vincent BARNIER,
Huissiers de Justice Associés, Aurore SIA, Huissier
de Justice, 25 rue Paul Brual de LOUVRES (95380),
25, Rue Paul Brual, par l'un d'eux (soussigné)

donné assignation à :

Monsieur Paul André MARCE, Célibataire, de nationalité Française, né le 29/06/1965 à SCHOELCHER (Martinique), domicilié 19 Avenue des 10 Arpents - 95470 VEMARS

Qu'étant et parlant à : Comme au Procès Verbal

Madame Alexandra BRUGEL, Célibataire, de nationalité Française, née le 31/05/1982 à Villeparisis (77), domiciliée Chez Madame Anne-Marie BRUGEL 8 allée des Châtaigniers - 93390 CLICHY SOUS BOIS

Qu'étant et parlant à : Par Acte séparé

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 82 - Fax 01 34 20 15 80
Taux 6

A comparaître devant Monsieur le Juge de l'exécution près le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie immobilière en date des 12 octobre 2016 et 26 octobre 2016 publié en date du 30 novembre 2016 au Service de la Publicité Foncière de Saint Leu la Forêt 2 volume 2016 5 numéro 148 et volume 2016 5 numéro 149, de votre Immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE VEMARS (VAL D'OISE)

Une maison à usage d'habitation sise 28 avenue des 10 Arpents cadastrée section AD numéro 264 lieudit « 28 avenue des 10 Arpents » pour 3 a 54 ca, comprenant au rez-de-chaussée : entrée, wc, celliers, salon-séjour, buanderie, une chambre, cuisine équipée, à l'étage : dégagement, trois chambre, salle de bains, wc, et garage.

L'audience d'orientation est fixée au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE céans 3 rue Victor Hugo - 95302 PONTOISE CEDEX, salle d'audience 11, le mardi 14 mars 2017 à 14 heures 00.

TRES IMPORTANT

Vous pouvez vous présenter seul, vous pouvez aussi vous faire assister ou représenter par un Avocat au Barreau du Val d'Oise. A défaut d'être présents ou représentés par un avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier.

A peine d'irrecevabilité, toutes contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution par conclusions d'avocat, au plus tard lors de l'audience.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

Et à même requête et élection de domicile, JE VOUS FAIS SOMMATION DE :

Prendre connaissance de conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente, qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution où il sera déposé 5 jours ouvrables au plus tard après l'assignation ou au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant.

La mise à prix-fixée dans le cahier des conditions de vente est de : **47 000,00 € - quarante-sept mille euros**

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Rappel des dispositions de l'article R322-16 et R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« la demande du débiteur tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de sa situation de surendettement est formée dans les conditions prévues par l'article R 331.11.1 du code de la consommation ».

« la demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation ».

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la loi 91.647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret 91.1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi.

Le CREDIT LOGEMENT, agissant au nom et pour le compte de LE CREDIT LYONNAIS détient une créance sur Monsieur Paul André MARCE et Madame Alexandra BRUGEL, d'un montant de 272.874,20 € au titre du prêt principal, et de 14.801,17 € au titre du prêt à taux zéro, valeur au 18/08/2016, outre les intérêts au taux de 4,40 % l'an au titre du prêt principal et de 0 % l'an au titre du prêt à taux zéro, jusqu'à parfait paiement,

Ainsi qu'il ressort de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Alain PASQUIER, Notaire à LUZARCHES (Val d'Oise), en date du 1^{er} juillet 2011, contenant deux prêts par LE CREDIT LYONNAIS, au profit de Monsieur Paul André MARCE et Madame Alexandra BRUGEL.

Le commandement de payer valant saisie immobilière précité s'est avéré vain.

C'est la raison pour laquelle le requérant s'est trouvé contraint d'attirer ses débiteurs à une audience d'orientation conformément aux dispositions de l'article R 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution aux termes duquel :

« dans les deux mois qui suivent la publication au bureau des hypothèques du commandement de payer valant saisie, les créanciers poursuivant assigne le débiteurs saisis à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation ».

Cette audience d'orientation permettra de constater la nécessité et la régularité de la saisie engagée, de statuer sur d'éventuelles contestations et demandes incidentes, de déterminer les modalités de la vente et de définir le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais et intérêts et autres accessoires.

Il conviendra également à cette audience, si la vente forcée du bien est ordonnée, que soient fixées les modalités de visite de l'immeuble, en application de l'article R 322-26 alinéa 2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution précité selon lequel :

« le juge détermine les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant ».

Ces visites devront pouvoir intervenir avec le concours de la SCP PLOUCHART BARNIER - Huissiers de Justice à LOUVRES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à Monsieur le Juge de l'exécution du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE de :

Vu les articles L 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Vu les articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Dire et juger valable la saisie initiée,

Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes,

Fixer le montant de la créance du poursuivant à la somme précisée au commandement de payer outre les intérêts au taux moratoires indiqué jusqu'à parfait paiement,

Déterminer les modalités de la vente,

Fixer les modalités de visite de l'immeuble saisi, dans le cas où la vente forcée de celui-ci serait ordonnée, en autorisant l'intervention de la SCP PLOUCHART BARNIER - Huissiers de Justice à LOUVRES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera

nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente,

Dire que les dépens consisteront en frais privilégiés de vente.

LISTE DES PIECES :

- Acte de prêt en date du 1er juillet 2011
- Lettre recommandée avec AR de mise en demeure en date du 3 juin 2015
- Lettre recommandée avec AR de déchéance du terme en date du 16 octobre 2015
- Commandement de payer valant saisie immobilière en date des 12 et 26 octobre 2016
- États hypothécaires sur publication du commandement de payer valant saisie immobilière
- Procès-verbal de description établi par la SCP PLOUCHART - BARNIER en date du 21 novembre 2016

EXPEDITION

85409

S.C.P.

Thierry PLOUCHART
Vincent BARNIER
 Huissiers de Justice Associés
 Aurore SIA
 Huissier de Justice
 25, Rue Paul BRUEL
 95360 LOUVRES

☎ 01 34 72 60 60

☎ 01 34 72 68 18

CDC

40031 00001 0000334386M 87

ACTE
 D'HUISSIER
 DE
 JUSTICE



COUT DE L'ACTE	
Emplacement	38,48
SCT	7,87
H.T.	44,13
Tva 20,00%	8,83
Taxe Forfaitaire art.20	14,89
Timbres	1,60
Coût de l'acte	88,45

REFERENCES A RAPPELER:
 MD:42463
 23/01/2017

MD:42463

Acte: 85409

REMISE A TIERS PRESENT A DOMICILE

Requérant : S.A. CREDIT LOGEMENT

Titre de l'acte signifié : une ASSIGNATION ORIENTATION JEX

Date de signification : 23 janvier 2017

Destinataire : Monsieur MARCE Paul demurant 19, Avenue des 10 Arpents 95470 VEMARS

Circonstances rendant impossible la signification à personne :

L'acte a été délivré par Huissier de Justice, à Madame Marie-Eva BIRHUS, son amie ainsi déclaré, rencontré(e) dans les lieux, qui a certifié le domicile et a accepté de recevoir l'enveloppe contenant copie de l'acte, enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre le cachet de l'huissier apposé sur la fermeture du pli.

Indications complémentaires :

Un avis de passage daté avertissant le signifié de la remise de la copie en mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant ainsi que les indications relatives à la personne à laquelle la copie a été remise a été laissé ce jour au domicile.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification a été adressée dans le délai prévu par la loi.

Le présent acte est soumis à taxe fiscale et comporte 6 feuilles à la copie.

Thierry PLOUCHART

EXPÉDITION

**Gérard MICHON - Anatole LEROY-BEAULIEU
& Fabienne ALLAIRE**
SCP Huissiers de Justice Associés
150 avenue Gambetta - 9.P 25
93172 BAGNOLET Cedex
Tél. : 01 43 62 14 94
Fax : 01 48 97 41 01

**ASSIGNATION DU DEBITEUR A
COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DEVANT LE JUGE DE
L'EXECUTION DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE PONTOISE**

L'an deux mille dix-sept, le **VINGT TROIS JANVIER**

A la requête de :

Le **CREDIT LOGEMENT** Société financière société anonyme au capital de 1.259.850.270 € ayant son siège social à PARIS 3ème 50 boulevard de Sébastopol immatriculée au RCS PARIS 302.493.275, agissant au nom et pour le compte de LE CREDIT LYONNAIS, SA immatriculée au RCS de Lyon 954.509.741 ayant son siège social à Lyon (69) 18 rue de la République et son siège central à ayant à VILLEJUIF (94) 20 avenue de Paris,

Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux audit siège.

Elisant domicile chez Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre Butin, lequel est constitué et occupera sur les poursuites d'expropriation devant le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE et ses suites,

J'ai

Meus, Gérard MICHON, Anatole LEROY-BEAULIEU, Fabienne ALLAIRE, Huissiers de justice associés et Nicolas PLUMBERT, Huissier de justice salarié, au sein de la société civile professionnelle « Gérard MICHON - Anatole LEROY-BEAULIEU et Fabienne ALLAIRE », titulaire d'un office d'huissier de justice à la résidence de Bagnolet (93170), 150 avenue Gambetta ; l'un de nous soussigné(s).

donné assignation à :

Monsieur Paul André MARCE, Célibataire, de nationalité Française, né le 29/06/1965 à SCHOELCHER (Martinique), domicilié 19 Avenue des 10 Arpents - 95470 VEMARS

Où étant et parlant à : Par exploit séparé

Madame Alexandra BRUGEL, Célibataire, de nationalité Française, née le 31/05/1982 à Villeparisis (77), domiciliée Chez Madame Anne-Marie BRUGEL 8 allée des Châtaigniers - 93390 CLICHY SOUS BOIS

Où étant et parlant à : Comme il est dit en fin d'acte

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29 Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 16 02 Fax 01 34 20 16 00
Touche 8

A comparaître devant Monsieur le Juge de l'exécution près le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie Immobilière en date des 12 octobre 2016 et 26 octobre 2016 publié en date du 30 novembre 2016 au Service de la Publicité Foncière de Saint Leu la Forêt 2 volume 2016 S numéro 148 et volume 2016 S numéro 149, de votre immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE VEMARS (VAL D'OISE)

Une maison à usage d'habitation sise 28 avenue des 10 Arpents cadastrée section AD numéro 264 lieudit « 28 avenue des 10 Arpents » pour 3 a 54 ca, comprenant au rez-de-chaussée : entrée, wc, celliers, salon-séjour, buanderie, une chambre, cuisine équipée, à l'étage : dégagement, trois chambre, salle de bains, wc, et garage.

L'audience d'orientation est fixée au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE céans 3 rue Victor Hugo - 95302 PONTOISE CEDEX, salle d'audience 11, le mardi 14 mars 2017 à 14 heures 00.

TRES IMPORTANT

Vous pouvez vous présenter seul, vous pouvez aussi vous faire assister ou représenter par un Avocat au Barreau du Val d'Oise. A défaut d'être présents ou représentés par un avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier.

A peine d'irrecevabilité, toutes contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution par conclusions d'avocat, au plus tard lors de l'audience.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

Et à même requête et élection de domicile, JE VOUS FAIS SOMMATION DE :

Prendre connaissance de conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente, qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution où il sera déposé 5 jours ouvrables au plus tard après l'assignation ou au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant.

La mise à prix fixée dans le cahier des conditions de vente est de : **47 000,00 € - quarante-sept mille euros**

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Rappel des dispositions de l'article R322-16 et R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« la demande du débiteur tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de sa situation de surendettement est formée dans les conditions prévues par l'article R 331.11.1 du code de la consommation ».

« la demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation ».

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la loi 91.647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret 91.1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi.

Le CREDIT LOGEMENT, agissant au nom et pour le compte de LE CREDIT LYONNAIS détient une créance sur Monsieur Paul André MARCE et Madame Alexandra BRUGEL, d'un montant de 272.874,20 € au titre du prêt principal, et de 14.801,17 € au titre du prêt à taux zéro, valeur au 18/08/2016, outre les intérêts au taux de 4,40 % l'an au titre du prêt principal et de 0 % l'an au titre du prêt à taux zéro, jusqu'à parfait paiement,

Ainsi qu'il ressort de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Alain PASQUIER, Notaire à LUZARCHES (Val d'Oise), en date du 1^{er} juillet 2011, contenant deux prêts par LE CREDIT LYONNAIS, au profit de Monsieur Paul André MARCE et Madame Alexandra BRUGEL.

Le commandement de payer valant saisie immobilière précité s'est avéré vain.

C'est la raison pour laquelle le requérant s'est trouvé contraint d'attraire ses débiteurs à une audience d'orientation conformément aux dispositions de l'article R 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution aux termes duquel :

« dans les deux mois qui suivent la publication au bureau des hypothèques du commandement de payer valant saisie, les créanciers poursuivant assigne le débiteurs saisis à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation ».

Cette audience d'orientation permettra de constater la nécessité et la régularité de la saisie engagée, de statuer sur d'éventuelles contestations et demandes incidentes, de déterminer les modalités de la vente et de définir le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais et intérêts et autres accessoires.

Il conviendra également à cette audience, si la vente forcée du bien est ordonnée, que soient fixées les modalités de visite de l'immeuble, en application de l'article R 322-26 alinéa 2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution précité selon lequel :
« le juge détermine les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant ».

Ces visites devront pouvoir intervenir avec le concours de la SCP PLOUCHART BARNIER - Huissiers de Justice à LOUVRES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à Monsieur le Juge de l'exécution du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE de :

Vu les articles L 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Vu les articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Dire et juger valable la saisie initiée,

Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes,

Fixer le montant de la créance du poursuivant à la somme précisée au commandement de payer outre les intérêts au taux moratoires indiqué jusqu'à parfait paiement,

Déterminer les modalités de la vente,

Fixer les modalités de visite de l'immeuble saisi, dans le cas où la vente forcée de celui-ci serait ordonnée, en autorisant l'intervention de la SCP PLOUCHART BARNIER - Huissiers de Justice à LOUVRES ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera

nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente,

Dire que les dépens consisteront en frais privilégiés de vente.

LISTE DES PIECES :

- Acte de prêt en date du 1er juillet 2011
- Lettre recommandée avec AR de mise en demeure en date du 3 juin 2015
- Lettre recommandée avec AR de déchéance du terme en date du 16 octobre 2015
- Commandement de payer valant saisie Immobilière en date des 12 et 26 octobre 2016
- Etats hypothécaires sur publication du commandement de payer valant saisie Immobilière
- Procès-verbal de description établi par la SCP PLOUCHART - BARNIER en date du 21 novembre 2016

Michon & Associés

41604937

Gérard MICHON
Anatole LEROY-BEAULIEU
Fabienne ALLAIRE
Huissiers de Justice Associés

Nicolas HUMBERT
Huissier de Justice Salarié

150, avenue Gambetta - B.P. 85
93172 BAGNOLET CEDEX

Standard : 01 43 62 14 94
Télécopie : 01 48 97 41 01

Paiement en ligne sur notre site :
www.huissiers-bagnolet-93.fr



Dossier géré par : MC

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**

COUT DE L'ACTE	
Emol.	53,62
SCT	7,67
Formalité 152	21,45
H.T.	82,74
Tva 20%	16,53
Taxe	14,89
Timbres	3,16
T.T.C	117,34



REFERENCES A RAPPELER:
41604937 - MC
MC - 23/01/2017

REMISE A TIERS PRESENT

Requérant : S.A. CREDIT LOGEMENT

Titre de l'acte signifié : une ASSIGNATION ORIENTATION JEX

Date de signification : vingt trois Janvier deux mille dix-sept

Destinataire : Madame BRUGEL Alexandra demeurant C/O MME BRUGEL Anne-Marie 8 allée des
Chêtaigniers 93390 CLICHY SOUS BOIS

Circonstances rendant impossible la signification à personne :

L'acte a été délivré par Clerc assermenté, à Madame BRUGEL Anne-Marie, sa mère ainsi déclaré,
rencontré(e) dans les lieux, qui a certifié le domicile et a accepté de recevoir l'enveloppe contenant copie
de l'acte, enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du
destinataire de l'acte et de l'autre le cachet de l'huissier apposé sur la fermeture du pli.

Indications complémentaires :

Un avis de passage daté avertissant le signifié de la remise de la copie en mentionnant la nature de l'acte,
le nom du requérant ainsi que les indications relatives à la personne à laquelle la copie a été remise a été
laissé ce jour au domicile.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie
de l'acte de signification a été adressée dans le délai prévu par la loi.

Le présent acte est soumis à taxe fiscale et comporte, 6 feuilles sur l'expédition pour chaque expédition.

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

F. ALLAIRE



Vente MARCE / BRUGEL
Audience d'Orientation 14 mars 2017

DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE

L'an deux mille dix-sept, le vingt six Janvier,

par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE
PONTOISE, a comparu Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES,
avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à 95300 PONTOISE - 29,
rue Pierre Butin, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des
procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions
de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du
commandement valant saisie,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 Fax 01 34 20 15 60
Toque 6

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : H 15620

 Déposé le : 30/11/2016

 Références du dossier : _____

Demande de copie de documents ⁽¹⁾

 (pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

IDENTIFICATION ET NUMÉRIQUE DE DEMANDE	
M BUISSON & ASSOCIES	
Avocats	
29 rue Pierre Batin	
95300 PONTOISE	
Adresse courriel ⁽²⁾ : _____	
Téléphone : 01.34.20.15.82	
A Pontoise, le 29/11/2016	
Signature 	

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE	
A compléter éventuellement dans le cadre d'une demande complémentaire de formalité faisant suite à une demande de renseignements.	
N°	F 11406 déposée le 30/11/2016
Références du dossier :	CREDIT LOGEMENT / MARCE / DAN
Service de dépôt :	SAINT LEU LA FORET 2

(Co)

Copie des documents :

- nombre de bordereaux d'inscriptions demandés :	_____	x 6	€ = _____ €
- nombre d'états descriptifs de division, de modificatifs ou de règlements de copropriété demandés :	_____	x 30	€ = _____ €
- autres documents demandés :	_____	x 15	€ = _____ €

Frais de renvoi = _____ €

règlement joint
 compte usager

TOTAL = 14 0,00 €

MOYEN DE PAIEMENT relatif à la demande de Copie de documents

numéraire

 chèque ou C.D.C.

 mandat

 virement

 utilisation du compte d'usager : _____

QUITTANCE : _____

NATURE DES BUREAUX GÉNÉRALISÉS

Le service de la publicité foncière est requis de délivrer un(e) :

copie

 demande spéciale prévue par le § 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

des documents ou formalités désignés ci-après.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation de l'immeuble pour lesquels les documents sont demandés.

⁽²⁾ Identité et adresse postale.

⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

Avertissement : Version imprimée de la copie d'un document que le notaire a transmise sur support électronique à la Direction Générale des Finances Publiques. Les différences de forme (nombre de pages notamment) ne remettent pas en cause l'intégrité du document garantie par le notaire.

Copie du document

BUREAU DES HYPOTHEQUES DE
ERMONT

INSCRIPTION
DE PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS.

AYANT EFFET JUSQU'AU
1er juillet 2020

(La dernière échéance est déterminée et future)

EST REQUISE AVEC ELECTION DE DOMICILE A
LUZARCHES (Val-d'Oise), au siège de La Société Civile Professionnelle dénommée ' SCP Remi JULIEN
SAINT AMAND', notaires associés

EN VERTU DE :

Des articles 2374-2 et 2379 du Code civil.

D'un acte reçu par Maître Alain PASQUIER, notaire associé membre de la Société Civile Professionnelle
"Rémi JULIEN SAINT AMAND - Alain PASQUIER, notaires associés" titulaire d'un office notarial dont
le siège est à LUZARCHES (Val-d'Oise), 10, rue Bonnet.
le PREMIER JUILLET DEUX MILLE ONZE contenant :

VENTE par Monsieur et Madame RIDA, à Monsieur Paul MARCE, Mademoiselle Alexandra BRUGEL, de l'immeuble ci-après désigné, moyennant le prix de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250.000,00 €)

ET :

Prêt par CREDIT LYONNAIS de la somme de DIX HUIT MILLE SIX CENTS EUROS (18.600,00 €) instantanément remise et employée au paiement, à due concurrence, du prix de la vente ci-dessus énoncée.

AU PROFIT DE :

La société dénommée CREDIT LYONNAIS Société anonyme, au capital de 1.847.860.375,00 € ayant son siège social à LYON (2ème arrondissement, Rhône) 18 rue de la République identifiée sous le numéro SIREN 954509741 RCS LYON.

CREANCIER.

CONTRE :

1/ Monsieur Paul André MARCE, responsable logistique, demeurant à VEMARS (Val-d'Oise) 19 avenue des 10 Arpents, célibataire.

Né à SCHOELCHER (Martinique) le 29 juin 1965.

2/ Mademoiselle Alexandra BRUGEL, responsable administrative, demeurant à VEMARS (Val-d'Oise) 19 avenue des 10 Arpents, célibataire.

Née à VILLEPARISIS (Seine-et-Marne) le 31 mai 1982.

DEBITEURS SOLIDAIRES.

SUR :

Sur la commune de VEMARS (Val-d'Oise) 28 avenue des 10 Arpents.

Une maison à usage d'habitation, comprenant : - au rez-de-chaussée : entrée, WC, cellier, salon-séjour, buanderie, une chambre, cuisine équipée, - à l'étage : dégagement, trois chambres, salle de bains, WC. Garage..

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieu-dit	Contenance		
			ha	a	ca
AD	264	28 avenue des 10 Arpents		03	54

Formant le lot numéro TRENTE CINQ (35) de la division de l'ensemble

APPARTENANT À :

Vente énoncée ci-dessus, dont la publication est requise simultanément.

POUR SÛRETÉ DE :

1°/ De la somme de DIX HUIT MILLE SIX CENTS EUROS (18.600,00 €) en principal remboursable par échéances dont la dernière échéance sera exigible le 1er juillet 2019
ci 18.600,00 €

2°/ Des intérêts au taux de 0% l'an dont la loi conserve le rang et portés ici pour, MEMOIRE
ci MEMOIRE

3°/ Tous accessoires comprenant les sommes dues pour frais de renouvellement d'inscription, pour indemnité en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, les frais de poursuites, de mise à exécution pour obtenir le paiement, les indemnités, dommages et intérêts pouvant être dus en cas de procédure commencée par la faute du débiteur.

Évalués à 20% du capital, soit 3.720,00 €

TOTAL A INSCRIRE sauf mémoire : VINGT DEUX MILLE TROIS CENT VINGT EUROS (22.320,00 €)
ci 22.320,00 €

Le notaire soussigné, certifie exactement conforme au bordereau d'inscription transmis à la conservation des hypothèques sur support électronique les données structurées qui en sont extraites.

Il certifie également :

- que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur au montant figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance ;
- et que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée

A LUZARCHES (Val-d'Oise), signé électroniquement le 1er JUILLET 2011.



Mention de publication.

Cet acte transmis par la téléprocédure Télé@ctes, a été enregistré et publié le 06/07/2011 à la conservation des hypothèques de ERMONT

Numéro de dépôt : 2011D07169

Volume : 2011V02416

Montant total des droits : 0,00

Détails des droits :

Salaire/CSI : 11,00

Total liquidation : 11,00

Reçu : Onze Euros

Le conservateur des hypothèques Gerard DUGUA

Avertissement : Version imprimée de la copie d'un document que le notaire a transmise sur support électronique à la Direction Générale des Finances Publiques. Les différences de forme (nombre de pages notamment) ne remettent pas en cause l'intégrité du document garantie par le notaire.

Copie du document

BUREAU DES HYPOTHEQUES DE
ERMONT

INSCRIPTION
DE PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS.

AYANT EFFET JUSQU'AU
1er juillet 2037

(La dernière échéance est déterminée et future)

EST REQUISE AVEC ELECTION DE DOMICILE A
LUZARCHES (Val-d'Oise), au siège de La Société Civile Professionnelle dénommée ' SCP Remi JULIEN
SAINT AMAND', notaires associés

EN VERTU DE :
Des articles 2374-2 et 2379 du Code civil.
D'un acte reçu par Maître Alain PASQUIER, notaire associé membre de la Société Civile Professionnelle
"Rémi JULIEN SAINT AMAND - Alain PASQUIER, notaires associés" titulaire d'un office notarial dont
le siège est à LUZARCHES (Val-d'Oise), 10, rue Bonnet.
le PREMIER JUILLET DEUX MILLE ONZE contenant :

VENTE par Monsieur et Madame RIDA, à Monsieur Paul MARCE, Mademoiselle Alexandra BRUGEL, de l'immeuble ci-après désigné, moyennant le prix de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250.000,00 €)

ET :

Prêt par CREDIT LYONNAIS de la somme de DEUX CENT TRENTE ET UN MILLE QUATRE CENTS EUROS (231.400,00 €) instantanément remise et employée au paiement, à due concurrence, du prix de la vente ci-dessus énoncée.

AU PROFIT DE :

La société dénommée CREDIT LYONNAIS Société anonyme, au capital de 1.847.860.375,00 € ayant son siège social à LYON (2ème arrondissement, Rhône) 18 rue de la République identifiée sous le numéro SIREN 954509741 RCS LYON.

CREANCIER.

CONTRE :

1/ Monsieur Paul André MARCE, responsable logistique, demeurant à VEMARS (Val-d'Oise) 19 avenue des 10 Arpents, célibataire.

Né à SCHOELCHER (Martinique) le 29 juin 1965.

2/ Mademoiselle Alexandra BRUGEL, responsable administrative, demeurant à VEMARS (Val-d'Oise) 19 avenue des 10 Arpents, célibataire.

Née à VILLEPARISIS (Seine-et-Marne) le 31 mai 1982.

DEBITEURS SOLIDAIRES.

SUR :

Sur la commune de VEMARS (Val-d'Oise) 28 avenue des 10 Arpents.

Une maison à usage d'habitation, comprenant : - au rez-de-chaussée : entrée, WC, cellier, salon-séjour, buanderie, une chambre, cuisine équipée, - à l'étage : dégagement, trois chambres, salle de bains, WC. Garage..

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieu-dit	Contenance		
			ha	a	ca
AD	264	28 avenue des 10 Arpents		03	54

Formant le lot numéro TRENTE CINQ (35) de la division de l'ensemble.

APPARTENANT À :

Vente énoncée ci-dessus, dont la publication est requise simultanément.

POUR SÛRETÉ DE :

1°/ De la somme de DEUX CENT TRENTE ET UN MILLE QUATRE CENT EURO (231.400,00 €) en principal remboursable par échéances dont la dernière échéance sera exigible le 1er juillet 2036 ci 231.400,00 €

2°/ Des intérêts au taux de 4,40% l'an dont la loi conserve le rang et portés ici pour, MEMOIRE ci MEMOIRE

3°/ Tous accessoires comprenant les sommes dues pour frais de renouvellement d'inscription, pour indemnité en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, les frais de poursuites, de mise à exécution pour obtenir le paiement, les indemnités, dommages et intérêts pouvant être dus en cas de procédure commencée par la faute du débiteur.

Évalués à 20% du capital, soit 46.280,00 €
TOTAL A INSCRIRE sauf mémoire : DEUX CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE SIX CENT
QUATRE VINGTS EUROS (277.680,00 €)
ci 277.680,00 €

Le notaire soussigné, certifie exactement conforme au bordereau d'inscription transmis à la conservation des hypothèques sur support électronique les données structurées qui en sont extraites.

Il certifie également :

- que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur au montant figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance ;
- et que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée

A LUZARCHES (Val-d'Oise), signé électroniquement le 1^{er} JUILLET 2011.



Mention de publication.

Cet acte transmis par la téléprocédure Télé@ctes, a été enregistré et publié le 06/07/2011 à la conservation des hypothèques de ERMONT

Numéro de dépôt : 2011D07170

Volume : 2011V02417

Montant total des droits : 0,00

Détails des droits :

Salaires/CSI : 139,00

Total liquidation : 139,00

Reçu : Cent trente-neuf Euros

Le conservateur des hypothèques Gerard DUGUA

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

 N° de la demande : F 11706

 Déposée le : 30/11/2016

 Références du dossier : _____

Demande de renseignements ⁽¹⁾

 (pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

INFORMATIONS RELATIVES À L'IMMEUBLE	IDENTIFICATION ET SIGNATURE DE L'IMMENSIFIÉ ⁽²⁾
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : <u>Commandement immobilier du 12/10/2016 et</u> <u>28/10/2016</u> <u>CREDIT LOGEMENT / MARCE / DAN / 120010370</u> Service de dépôt : <u>SAINT LEU LA FORET 2</u>	M BUISSON & ASSOCIES Avocats <u>28 rue Pierre Butin</u> <u>95300 Pontoise</u> Adresse courriel ⁽³⁾ : _____ Téléphone : <u>01.34.20.15.62</u>
CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION Formalité de _____ Vol. _____ N° _____	A <u>PONTOISE</u> , le <u>29/11/2016</u> Signature 

COÛT

Demande principale : _____ = 12 €
 Nombre de feuilles intercalaires : _____
 - nombre de personnes supplémentaires : _____ 1 x 5 € = 5 €
 - nombre d'immeubles supplémentaires : _____ x 3 € = 0 €
 Frais de renvoi : _____ 2,00 €
 règlement joint compte usager **TOTAL = 19,00 €**

MODÈLE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration)

numéraire
 chèque ou C.D.C.
 mandat
 virement
 utilisation du compte d'usager : _____ **QUITTANCE :** _____

- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le	- Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'auinclusivement.
--	---

⁽¹⁾ Demande à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

DESIGNATION DES PERSONNES			
N°	Persomnes physiques : Nom Persomnes morales : Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ^(*)	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	MARCE	Paul André	29.06.1965 - SCHOELCHER (Martinique)
2	BRUGEL	Alexandra	31.05.1982 - VILLEPARISIS (Seine et Mame)
3	RIDA	Mohamed	11.04.1975 - NANTERRE (92)

DESIGNATION DES BIENS				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	VEMARS 28 avenue des 10 Arpents	section AD numéro 264		
2				
3				
4				
5				

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

DEMANDE IRREGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) demande non signée et/ou non datée

insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles défaut de paiement

demande irrégulière en la forme autre :

REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ^(*) qu'il n'existe, dans sa documentation :

aucune formalité.

que les formalités indiquées dans l'état ci-joint.

que les seules formalités figurant sur les faces de copies de fiches ci-jointes.

le

*Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

^(*) Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

^(*) Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-LEU-LA-FORET 2**

**Demande de renseignements n° 2016F4706
déposée le 30/11/2016, par Maître BUISSON**

Ref. dossier : 120010370-PEB/GF/DAN - 2 SAISIES CDT LOGT/MARCE-BRUGE

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1966 au 02/07/2000
[x] Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI : du 03/07/2000 au 28/11/2016 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 6 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 29/11/2016 au 30/11/2016 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe que les 2 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A SAINT-LEU-LA-FORET 2, le 01/12/2016
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Alain BERREVILLE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiées relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 28/11/2016

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 13/08/2003	Référence d'embaisement : 2003P4652	Date de l'acte : 26/06/2003
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT JULIEN SAINT AMAND / LUZARCHES		

Disposition n° 1 de la formalité 2003P4652 : VENTE

Disposant, Donateur		Date de naissance ou N° d'identité			
Numéro	Désignation des personnes				
1	BERTHAUD	20/01/1947			
4	SNEP	06/02/1961			
Bénéficiaire, Donataire		Date de naissance ou N° d'identité			
Numéro	Désignation des personnes				
2	MARAIS	18/04/1971			
3	RIDA	11/04/1975			
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		YEMARS	AD 264		

Prix / évaluation : 140.253,00 EUR

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 09/06/2004	Référence de dépôt : 2004D5955	Date de l'acte : 26/02/2004
	Nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 29/03/1985 Vol 1879 N° 91		
	Rédacteur : NOT JULIEN SAINT AMAND / LUZARCHES		
	Domicile élu :		

Disposition n° 1 de la formalité 2004D5955 :

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
	CDE	
	CFR	

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1966 AU 28/11/2016

Disposition n° 1 de la formalité 2004D5955 :

Débiteurs		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	20/01/1947
1	BERTHAUD	
2	SNEP	06/02/1961

Immeubles			Volume	Lot
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	
		VEMARS	AD 264 B 576	

Complément : Et radiation totale du bordereau rectificatif volume 1883 N° 118.

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 09/06/2004	Référence de dépôt : 2004D5956	Date de l'acte : 26/02/2004
Nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 29/03/1985 Vol 1879 N° 90			
Rédacteur : NOT JULIEN SAINT AMAND / LUZARCHES			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 2004D5956 :

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	
	CDE	

Débiteurs		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	20/01/1947
1	BERTHAUD	
2	SNEP	06/02/1961

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 28/11/2016

Disposition n° 1 de la formalité 2004D5956 :

Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		VEMARS	AD 264 B 576		

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 06/07/2011	Référence d'enlèvement : 2011P3733	Date de l'acte : 01/07/2011
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT AIN PASQUIER / LUZARCHES			

Disposition n° 1 de la formalité 2011P3733 :

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
2	MARAIS		18/04/1971		
4	RIDA		11/04/1975		
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
1	BRUGEL		31/05/1982		
3	MARCE		29/06/1965		
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	Pl	VEMARS	AD 264		

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Donateur EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 250.000,00 EUR

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 28/11/2016

Disposition n° 1 de la formalité 2011P3733 :

Complément : LE BIEN objet des présentes :
 - est acquis par Monsieur Paul MARCE à concurrence de la moitié en pleine propriété.
 - est acquis par Mademoiselle Alexandra BRUGEL à concurrence de la moitié en pleine propriété.

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 06/07/2011	Référence d'enlèvement : 2011V2416	Date de l'acte : 01/07/2011
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT Alain PASQUIER / LUZARCHES			
Domicile élu : LUZARCHES en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 2011V2416 : Privilège de prêteur de deniers

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	954 509 741
	CREDIT LYONNAIS	
Propriétaire Immeuble / Contre		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes	31/05/1982
1	BRUGEL	29/06/1965
2	MARCE	
Immeubles		Volume
Prop.Imm/Conte	Droits	AD 264
	Commune	VEMARS
	Désignation cadastrale	
	Lot	

Montant Principal : 18.600,00 EUR Accessoires : 3.720,00 EUR Taux d'intérêt : 0,00 %
 Date extrême d'exigibilité : 01/07/2019 Date extrême d'effet : 01/07/2020

N° d'ordre : 6	Date de dépôt : 06/07/2011	Référence d'enlèvement : 2011V2417	Date de l'acte : 01/07/2011
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT Alain PASQUIER / LUZARCHES			
Domicile élu : LUZARCHES en l'étude			

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 28/11/2016

Disposition n° 1 de la formalité 2011V2417 : Privilège de prêteur de deniers

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité			
Numéro	Désignation des personnes	954 509 741			
	CREDIT LYONNAIS				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	BRUGEL	31/05/1982			
2	MARCE	29/06/1965			
Immeubles					
Prop. Imm./Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		VERMARS	AD 264		

Montant Principal : 231 400,00 EUR Accessoires : 46 280,00 EUR Taux d'intérêt : 4,40 %

Date extrême d'exigibilité : 01/07/2036 Date extrême de effet : 01/07/2037

CERTIFICAT DE DEPOT DU 29/11/2016 AU 30/11/2016

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop. Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
30/11/2016 D11790	COMMANDEMENT VALANT SAISIE M. PLOUCHART, Huissier de Justice LOUVRES	12/10/2016	CREDIT LOGEMENT MARCE	S00148
30/11/2016 D11791	COMMANDEMENT VALANT SAISIE M. HUMBERT, Huissier de Justice BAGNOLET	26/10/2016	CREDIT LOGEMENT BRUGEL	S00149

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 7 pages y compris le certificat.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINTE-LEU-LA-FORET 2
131 Rue d'Ermonville
95328 SAINT-LEU LA FORET
Téléphone : 0130406651
Télécopie : 0130406690
Mél. : spf.saint-leu-la-foret2@dgfip.finances.gouv.fr

BUISSON
29 RUE PIERRE BUTIN
BP 26
95300 PONTOISE

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2016F4706

Date : 01/12/2016

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1966 au 30/11/2016

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
641	VIMARS	AD 264		

FORMALITES PUBLIQUES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 13/08/2003 nature de l'acte : VENTE	références d'enlissement : 2003P4652	Date de l'acte : 26/06/2003
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 09/06/2004 nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 29/03/1985 Vol 1879 N° 91	références d'enlissement : 2004D5955	Date de l'acte : 26/02/2004
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 09/06/2004 nature de l'acte : RADIATION TOTALE de la formalité initiale du 29/03/1985 Vol 1879 N° 90	références d'enlissement : 2004D5956	Date de l'acte : 26/02/2004
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 06/07/2011 nature de l'acte : VENTE	références d'enlissement : 2011P3733	Date de l'acte : 01/07/2011
N° d'ordre : 5	date de dépôt : 06/07/2011 nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS	références d'enlissement : 2011V2416	Date de l'acte : 01/07/2011
N° d'ordre : 6	date de dépôt : 06/07/2011 nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS	références d'enlissement : 2011V2417	Date de l'acte : 01/07/2011